

## Préface

La désintégration d'un système de relations sociales de type coutumier fut l'une des principales mutations qui affectèrent les collectivités villageoises françaises au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. Au point de départ de cette grande transformation, la vie collective, quand elle n'était pas strictement encadrée par les institutions publiques, était largement fondée sur des conventions non écrites fixant les droits et les devoirs de chacun, ou sur des usages immémoriaux. La coutume organisait l'insertion des individus dans la communauté de village. Et c'est l'ensemble des membres du groupe qui, d'une manière ou d'une autre, se trouvaient impliqués dans les temps forts de la vie collective (les festivités, les rites agraires, les danses...). Bien entendu le microcosme municipal était en permanence travaillé par toute sorte de dissensions internes. En premier lieu parce que cet ordre communautaire ne manquait pas d'être contesté par certains. Mais aussi parce que les enjeux de pouvoir produisaient de la conflictualité. Il n'en reste pas moins que l'unanimité municipale était un principe directeur des conduites (dans la fête et dans la sédition en particulier). Au XIX<sup>e</sup> siècle, cette emprise du groupe allait progressivement se desserrer. Et les traditions qui formaient le socle de ce système social tombèrent en décadence. L'histoire du divertissement offre une bonne illustration de cette mutation. Le loisir, jusqu'alors largement communautaire, et très imbriqué dans l'ensemble des activités sociales, devint progressivement beaucoup plus formel dans son organisation, plus nettement dissocié du travail, davantage fondé sur des choix individuels.

C'est d'une certaine manière ce basculement qu'étudie Christophe Tropeau dans sa belle monographie consacrée aux villages de la Mayenne. Puisqu'en effet il y observe le passage d'un divertissement communautaire, inscrit dans les usages locaux, encastré dans la vie collective, à des loisirs plus différenciés dans le temps social, et organisés sur des bases beaucoup plus formelles.

À vrai dire, Christophe Tropeau n'étudie pas directement le dépérissement des traditions récréatives (les veillées, les quêtes traditionnelles, les grandes danses collectives...), évoquées cependant dans la troisième partie

du livre. Il a fait le choix d'observer l'émergence et la diffusion, par « vagues successives », écrit-il, de formes nouvelles d'organisation du temps libre. C'est à l'innovation dans le domaine de la sociabilité et du divertissement que son enquête est entièrement consacrée. Et le résultat est impressionnant. Il est parvenu à identifier rien moins que 600 associations de cette nature. Ceci, on l'imagine, au prix d'un patient travail de repérage de traces, parfois minuscules, de ces organismes pour certains à faible visibilité.

La mise au jour des mécanismes de diffusion dans l'espace de ces formes modernes de vie associative constitue un premier volet de l'enquête. Christophe Tropeau note à ce propos que l'amélioration des transports ne fut pas étrangère aux « coulées de sociabilité » dont il repère le mouvement. Mais l'essentiel n'est sans doute pas là. C'est aux logiques sociales de ce processus que l'auteur consacre certaines des meilleures pages de son livre. Il observe d'abord, chez les promoteurs de cette sociabilité, une volonté de se tenir à distance du peuple. Cette préoccupation, pas totalement nouvelle sans doute, mais grandissante, était particulièrement évidente dans le cas des fondations de cercles postérieures à 1830. Les représentants de la bourgeoisie de village qui obtenaient l'autorisation de se réunir dans ces sortes de « cabarets privatifs » pour lire et se détendre, cherchaient de toute évidence à se divertir sans se trouver mêlés au reste de la population. Une élite – élite à l'échelle de ces localités rurales – d'artisans, de commerçants, de membres des professions libérales, s'efforçait de se couper du vulgaire, et de se démarquer de ses divertissements grossiers. Il s'agissait de s'extirper de la communauté d'interconnaissance, de se débarrasser de ses traditions désormais perçues comme contraignantes. Pour se retrouver dans un entre-soi socialement homogène. De manière très révélatrice, c'est pour lire le journal, instrument par excellence d'un double mouvement de repli sur une sphère plus intime et d'ouverture sur le monde englobant, que ces cercles furent créés. Et, à l'image des associations des métropoles anglaises, ou des sociétés d'émulation des chefs-lieux de département, mais à une échelle minuscule, le cercle de village a pu jouer le rôle de creuset dans le processus de formation d'une classe sociale.

La création, à l'initiative des petites bourgeoisies rurales, de ce réseau d'associations de loisir procédait de toute évidence d'une stratégie d'affirmation d'une élite à l'échelle d'un village ou d'un canton. Les animateurs de cette sociabilité étaient de modestes notables en quête de notoriété et de reconnaissance. Préoccupés de faire la démonstration de leur capacité à encadrer et animer la vie sociale. Dans la mesure où la notabilité est une forme d'autorité caractérisée par un fort ancrage territorial, cette sociabilité, d'essence municipale, intéressait tous ceux qui cherchaient à construire ou consolider ce type de domination. Il pouvait s'agir de représentants de la classe des propriétaires terriens, mais plus fréquemment de nouvelles figures de la notabilité rurale (comme les médecins, sollicités pour leur expertise

dans les associations sportives, ou plus modestement les instituteurs). Ces hommes ont pu utiliser l'association comme un instrument d'inscription ou de réinscription dans la sphère municipale. Comme un tremplin vers la notoriété.

Mais il s'agissait aussi d'un dispositif destiné à encadrer les jeunes des classes populaires. On sait – Pierre Goujon et Jean-Claude Farcy ont consacré à ce problème des pages lumineuses – combien cette question préoccupait les élites rurales au XIX<sup>e</sup> siècle. Dans le village traditionnel, les jeunes, entendus comme une classe d'âge organisée en corps, non seulement jouissaient d'une grande autonomie dans leurs moments de loisirs, mais en outre étaient les orchestrateurs du divertissement coutumier. Leur mise sous tutelle fut un aspect essentiel d'une vaste offensive destinée à éradiquer les formes réprouvées de la culture paysanne (la justice coutumière, la lapidation ou la décapitation de volailles les jours de fête, les combats rituels entre communes voisines, etc.). On chercha donc à attirer les jeunes vers des associations dirigées par des adultes, et à les occuper à des activités décentes pendant leur temps libre.

Au commencement du XX<sup>e</sup> siècle, cette volonté d'une prise de contrôle du loisir juvénile devint explicite. L'intention réformatrice était désormais pleinement assumée. C'est en tout cas ce qu'observe Christophe Tropeau en Mayenne. La sociabilité, qui n'était auparavant que le canal par lequel se propageaient de nouvelles pratiques culturelles (sans forcément atteindre les hameaux, observe l'auteur), était désormais perçue par ceux qui la faisaient exister comme l'instrument d'une nécessaire civilisation des mœurs rustiques. On est dès lors autorisé à associer ce type d'association en apparence bien innocente à toute la panoplie des institutions engagées, au XIX<sup>e</sup> siècle, dans une vaste entreprise d'acculturation et de disciplinarisation des classes populaires : l'école, l'armée, l'usine (elle-même parfois dotée d'associations de loisirs – on en trouvera des exemples dans l'ouvrage). Christophe Tropeau distingue ici trois dimensions de cette entreprise. Les associations de loisir furent tout d'abord un vecteur de diffusion de nouvelles habitudes en matière de divertissement. Sur le sport et la musique, notamment, le livre de Christophe Tropeau apporte une brassée d'informations précieuses. Il montre en outre qu'en imposant à ses adhérents un cadre réglementaire à respecter, la sociabilité nouvelle manière a pu jouer un rôle actif dans la transformation des normes comportementales, et dans la modification du rapport au temps. On exigeait une attitude décente, et un strict respect des horaires. Sur ce point, l'auteur confirme et complète les analyses de Pierre Goujon. Et il suggère que le déroulement même de la vie associative, avec ses réunions et ses élections, a pu accélérer l'apprentissage du formalisme démocratique. Les sociétés musicales, et plus tard les associations sportives, organisaient des concours. Par conséquent elles familiarisaient les jeunes avec une culture de la compétition réglementée,

de l'émulation. Ce n'est sans doute pas une chose anodine. Le XIX<sup>e</sup> siècle fut une période au cours de laquelle se répandit la foi dans la vertu essentielle du concours, en tant que modalité de désignation des individus méritants. Toutes sortes de concours étaient organisés : des concours agricoles, des concours de vertu, des concours de monographies historiques, etc. Les concours de musique, ou sportifs, qu'étudie Christophe Tropeau, étaient quant à eux plutôt destinés aux jeunesses populaires.

Mais, précisément, Christophe Tropeau, au terme d'une analyse poussée du recrutement des adhérents, en arrive à la conclusion que le monde agricole resta largement sur la touche. Cette acculturation par la sociabilité associative n'atteignit pas totalement – ou pas immédiatement – sa cible. C'est dans les bourgs, relais de l'influence culturelle de la ville, et parmi les artisans, que le divertissement associatif s'épanouit d'abord.

Il faut insister sur un autre apport essentiel du travail de Christophe Tropeau. Il concerne la question de la reconfiguration des appartenances locales, en une période d'accélération des changements sociaux et culturels. Sur ce point, l'auteur prolonge les travaux d'Alan H. Baker (on pense à *Fraternity among the French Peasantry: Sociability and Voluntary Associations in the Loire Valley, 1815-1915*, publié en 1999 aux Presses de Cambridge). Baker s'est démarqué d'une vision un peu simpliste de l'histoire des campagnes française à l'époque contemporaine – caractéristique des écrits d'Eugen Weber par exemple — selon laquelle la disparition des cultures coutumières, et le désenclavement des campagnes, auraient mécaniquement provoqué la dilution de toute forme d'organisation communale de la vie sociale. Et du même coup l'effacement de toute référence à la commune dans la définition des identités collectives. Mais c'est ignorer l'importance des médiations municipales de l'intégration nationale. Et c'est faire peu de cas de la possibilité d'une recomposition des sentiments d'appartenance à la commune sur d'autres bases, à partir d'autres systèmes de relations sociales. Le monde associatif a contribué à animer la vie locale. À lui donner consistance. Tout en jouant le rôle de courroie de transmission d'une culture métropolitaine. Ce qui est un peu paradoxal, mais nullement incompatible. Le beau livre de Christophe Tropeau, aboutissement d'une enquête rigoureuse, est une contribution importante à l'étude de ce processus essentiel.

François PLOUX  
Professeur d'histoire contemporaine,  
université Bretagne sud